
[Aotearoa: un atelier de peuples indigènes analyse les causes sous-jacentes de la déforestation"](#)

La Coalition environnementale des Peuples indigènes du Pacifique (Pacific Indigenous People's Environment Coalition, PIPEC) a organisé les 21 et 22 septembre derniers un atelier de travail sur les causes sous-jacentes de la déforestation et la dégradation des forêts. L'atelier a été ouvert par le nouveau Ministre de la conservation de la Nouvelle-Zélande, Chris Carter. La plupart des communautés des nations du Pacifique d'Aotearoa (Nouvelle-Zélande), ainsi que les Maori, y ont été représentées. Presque tous les universitaires du Pacifique travaillant dans le tertiaire y ont participé, ainsi qu'un représentant de la Société Siosiomaga des Samoa.

Quatre études de cas ont été présentées: Aotearoa, les Samoa, les Iles Salomon et Tonga, et les enfants du Pacifique ont été présents dans les discours sur l'importance des forêts dans nos vies prononcés par un groupe d'écoliers de 10 à 13 ans. Pour la plupart de nous, cette partie de l'atelier a été de loin la plus émouvante, car nous voyions là en action la nouvelle génération de militants des forêts (dont beaucoup y participaient pour la première fois).

Le deuxième jour, l'atelier s'est centré sur l'identification des causes sous-jacentes de la déforestation dans la région du Pacifique dans son ensemble, dans le but d'aboutir à des solutions potentielles et d'identifier les causes principales et les acteurs impliqués. S'agissant d'un atelier indigène, il n'est pas surprenant que la plupart des solutions aient tourné autour du leadership, des stratégies et de la volonté politiques. L'éducation et la formation des peuples indigènes ont été identifiées comme la seule et meilleure solution potentielle, et ceci a été analysé dans le contexte de la construction d'une indépendance réelle.

Plus de 65 personnes ont participé à l'atelier pendant cette fin de semaine, et PIPEC y a trouvé plusieurs nouveaux membres. Notre aspiration est de continuer à participer dans la lutte internationale en défense des droits des peuples indigènes et de la biodiversité.

Par: Sandy Gauntlett, Institut international de recherche pour les affaires Maori et Indigènes (International Research Institute for Maori and Indigenous Issues), Aotearoa, Nouvelle-Zélande, courrier électronique: sandygauntlett@hotmail.com